

DÉPENSES SOCIALES

Les dépenses sociales sont un indicateur de la mesure dans laquelle les États assument la responsabilité du soutien du niveau de vie des groupes défavorisés ou vulnérables.

Définition

Les dépenses sociales comprennent les prestations en espèces, les biens et services fournis directement (prestations en nature), et les allègements fiscaux accordés à des fins sociales. Les prestations peuvent être ciblées sur les ménages à faible revenu, les personnes âgées, les handicapés, les personnes malades, les chômeurs ou les jeunes. Pour être considérés comme « sociaux », les programmes doivent se caractériser soit par une redistribution des ressources entre les ménages, soit par une participation obligatoire. Les prestations sociales sont considérées comme publiques lorsque les administrations publiques (c'est-à-dire l'administration centrale, les administrations d'États fédérés et les administrations locales, ainsi que les administrations de sécurité sociale) contrôlent les flux financiers correspondants. Toutes les prestations sociales non fournies par les administrations

En bref

Les dépenses sociales publiques brutes sont passées d'environ 16 % du PIB en 1980 à 18 % en 1990 et 22 % en 2009 dans les pays de l'OCDE. Depuis lors, dans le sillage de la crise financière mondiale, elles sont à peu près stables. Les dépenses les plus élevées ont été enregistrées en France et au Danemark, où elles représentent plus de 30 % du PIB, et les plus faibles en Corée et au Mexique, où elles sont inférieures à 10 % en proportion du PIB. Indépendamment des différences liées aux mesures, il apparaît que les pays non membres de l'OCDE, en particulier l'Indonésie et l'Inde, ont des niveaux de protection sociale inférieurs à ceux des pays de l'OCDE. Les trois principales catégories de transferts sociaux sont les pensions de retraite et de réversion (8 % du PIB en moyenne), les dépenses de santé (7 %) et les transferts de revenus en faveur de la population d'âge actif (5 %). Les dépenses publiques au titre des autres services sociaux ne dépassent 5 % du PIB que dans les pays nordiques, où la contribution des pouvoirs publics à la fourniture des services destinés aux personnes âgées, aux handicapés et aux familles est la plus importante.

En 2009, c'est aux États-Unis que les dépenses sociales privées brutes étaient les plus élevées (un peu plus de 10 % du PIB), et en Espagne, en Estonie, en Hongrie, au Mexique, en Nouvelle-Zélande, en Pologne, en République tchèque et en Turquie qu'elles étaient les plus faibles (moins de 1 % du PIB).

Le passage des dépenses sociales publiques brutes aux dépenses sociales totales nettes ne se traduit pas seulement par une plus grande convergence des niveaux de dépenses entre les pays : il entraîne aussi des changements dans le classement, où l'Espagne, l'Estonie, le Danemark, la Finlande, le Luxembourg, la Norvège et la Pologne reculent de 5 à 10 places, tandis que le Canada, l'Islande, le Japon et le Royaume-Uni progressent d'autant. Parce que les dépenses sociales privées sont tellement plus élevées aux États-Unis que dans tous les autres pays, le fait de les prendre en compte fait passer ce pays de la vingt-troisième à la deuxième place lorsque l'on compare les dépenses sociales totales nettes.

publiques sont considérées comme « privées ». Les transferts privés entre ménages ne sont pas considérés comme « sociaux » et ne sont pas pris en compte ici. Les dépenses sociales nettes totales englobent les dépenses publiques et les dépenses privées. Elles prennent également en considération les effets de la fiscalité directe et indirecte et des allègements fiscaux à visées sociales.

Comparabilité

Les dépenses sociales publiques brutes (avant impôt) rapportées au PIB constituent l'indicateur d'aide sociale le plus couramment utilisé à des fins de comparaisons internationales. Celui-ci soulève des problèmes de mesure, notamment en ce qui concerne les dépenses des niveaux d'administration inférieurs, qui sont parfois sous-estimées dans certains pays. Les dépenses sociales publiques totales ont été calculées sur la base des données par programme de dépenses sociales jusqu'en 2009 et des agrégats nationaux pour la période 2010-12, et estimées pour 2013.

Les données concernant les dépenses sociales privées sont souvent de moindre qualité que celles concernant les dépenses publiques. Les données de sources privées concernant Israël font uniquement référence à l'assurance maladie privée.

On ne dispose pas actuellement de données sur les dépenses nettes pour la Grèce, la Hongrie, la Suisse et la Turquie. Les données nettes concernant l'Islande, le Luxembourg et le Mexique sont des estimations établies à l'aide de données relatives aux taux des impôts directs appliqués aux revenus sous forme de prestations pour 2007. En l'absence d'informations sur l'imposition directe des revenus sous forme de prestations en Slovaquie, les dépenses sociales nettes totales de ce pays sont surestimées et ne sont donc pas prises en compte dans le calcul de la moyenne de l'OCDE.

Les données concernant les pays non membres de l'OCDE ne sont pas strictement comparables avec celles relatives aux pays de l'OCDE.

Sources

- OCDE (2013), *Statistiques de l'OCDE sur les dépenses sociales* (Base de données).
- Pour les pays non membres: OCDE (2013), *Panorama de la société*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Adema, W., P. Fron et M. Ladaique (2011), "Is the European welfare state really more expensive?: Indicators on social spending, 1980-2012; and a Manual to the OECD Social Expenditure Database (SOCX)", *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 124.
- OCDE (2011), *Assurer le bien-être des familles*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Panorama de la société*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- La base de données de l'OCDE sur la famille, www.oecd.org/social/famille/basededonnees.
- La santé mentale et l'emploi (matériel supplémentaire), www.oecd.org/els/invalidite.
- Politiques et données sociales, www.oecd.org/fr/els/soc/.
- Dépenses sociales (matériel supplémentaire), www.oecd.org/els/social/depenses.



Dépenses sociales publiques et privées

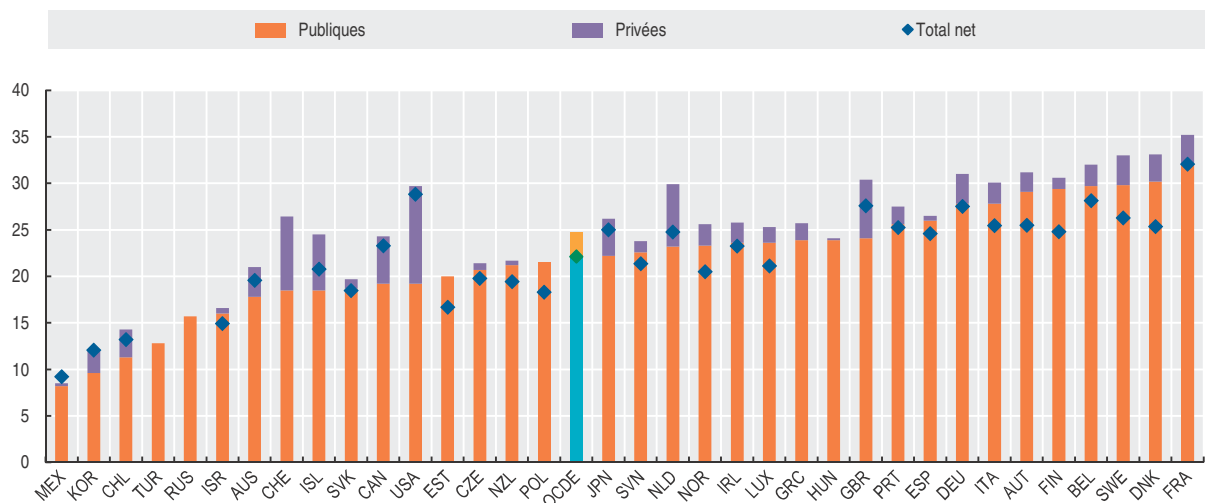
En pourcentage du PIB

	Dépenses publiques								Dépenses privées				Dépenses sociales totales nettes
	1990	2000	2008	2009	2010	2011	2012	2013	1990	2000	2008	2009	
Allemagne	21.7	26.6	25.2	27.8	27.1	25.9	25.9	26.2	3.1	3.0	3.0	3.2	27.5
Australie	13.2	17.3	17.8	17.8	17.9	18.2	18.8	19.5	0.8	4.4	3.3	3.2	19.6
Autriche	23.8	26.6	26.8	29.1	28.9	27.9	27.9	28.3	2.3	1.9	2.0	2.1	25.5
Belgique	24.9	25.3	27.3	29.7	29.5	29.7	30.5	30.7	1.6	1.7	2.2	2.3	28.1
Canada	18.1	16.5	17.6	19.2	18.7	18.1	18.1	18.2	3.3	5.0	4.9	5.1	23.3
Chili	9.9	12.8	9.6	11.3	10.8	10.4	10.2	..	0.6	1.2	2.9	3.0	13.2
Corée	2.8	4.8	8.4	9.6	9.2	9.1	9.3	..	0.4	2.7	2.2	2.4	12.1
Danemark	25.1	26.4	26.8	30.2	30.6	30.6	30.8	30.8	2.1	2.4	2.7	2.9	25.4
Espagne	19.9	20.2	22.9	26.0	26.7	26.4	26.8	27.4	0.2	0.3	0.5	0.5	24.6
Estonie	..	13.9	15.8	20.0	20.1	18.2	17.6	17.7	..	..	..	..	16.7
États-Unis	13.6	14.5	17.0	19.2	19.8	19.6	19.7	20.0	7.6	9.1	10.6	10.5	28.8
Finlande	24.1	24.2	25.3	29.4	29.6	29.2	30.0	30.5	1.1	1.2	1.1	1.2	24.8
France	25.1	28.6	29.8	32.1	32.4	32.0	32.5	33.0	1.9	2.7	2.9	3.1	32.1
Grèce	16.6	19.3	22.2	23.9	23.3	24.4	24.1	22.0	2.1	2.1	1.7	1.8	..
Hongrie	..	20.7	23.1	23.9	22.9	21.9	21.6	21.6	..	..	0.2	0.2	..
Irlande	17.3	13.4	19.7	23.6	23.7	23.3	22.4	21.6	1.4	1.3	1.6	2.2	23.2
Islande	13.7	15.2	15.8	18.5	18.0	18.1	17.6	17.2	3.0	4.2	5.3	6.0	20.8
Israël	..	17.2	15.5	16.0	16.0	15.8	15.8	15.8	..	0.3	0.6	0.6	14.9
Italie	19.9	23.1	25.8	27.8	27.7	27.5	28.0	28.4	3.9	2.1	2.2	2.3	25.5
Japon	11.1	16.3	19.8	22.2	22.3	..	..	..	0.3	3.8	3.7	4.0	25.0
Luxembourg	19.1	20.9	20.8	23.6	23.0	22.6	23.2	23.4	..	0.1	1.1	1.7	21.1
Mexique	3.3	5.3	7.4	8.2	8.1	7.7	7.4	..	0.1	0.1	0.2	0.3	9.2
Norvège	22.3	21.3	19.8	23.3	23.0	22.4	22.3	22.9	1.8	2.1	1.9	2.3	20.5
Nouvelle-Zélande	21.5	19.0	19.8	21.2	21.3	21.4	22.0	22.4	0.2	0.5	0.5	0.5	19.4
Pays-Bas	25.6	19.8	20.9	23.2	23.4	23.4	24.0	24.3	6.0	7.4	6.3	6.7	24.8
Pologne	14.9	20.5	20.3	21.5	21.8	20.5	20.6	20.9	..	..	..	..	18.3
Portugal	12.5	18.9	23.1	25.6	25.4	25.0	25.0	26.4	0.8	1.5	2.0	1.9	25.3
République slovaque	..	17.9	15.7	18.7	19.1	18.1	18.3	17.9	..	0.8	1.0	1.0	18.5
République tchèque	15.3	19.1	18.1	20.7	20.8	20.8	21.0	21.8	..	0.4	0.5	0.7	19.8
Royaume-Uni	16.7	18.6	21.8	24.1	23.8	23.6	23.9	23.8	5.0	7.7	5.7	6.3	27.6
Slovénie	..	21.8	19.7	22.6	23.6	23.7	23.7	23.8	..	..	1.1	1.2	21.4
Suède	30.2	28.4	27.5	29.8	28.3	27.6	28.1	28.6	1.2	2.6	3.0	3.2	26.3
Suisse	13.5	17.8	18.5	..	20.6	19.5	18.8	19.1	5.3	8.3	7.9	..	..
Turquie	5.7	..	10.7	12.8	..	..	..	..	..	..	..	..	..
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	17.6	18.9	19.9	22.1	22.1	21.7	21.8	21.9	..	..	..	..	22.1
Afrique du Sud	..	..	8.1	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brazil	..	..	..	..	14.4	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	6.5	..	..	..	9.0	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	15.7	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	4.6	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	2.1	..	..	..	..	..	..	..	..	..

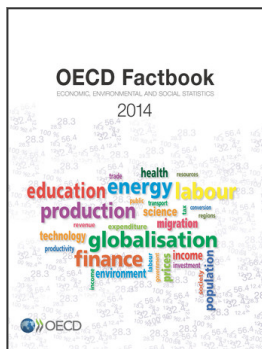
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039901>

Dépenses sociales publiques et privées et total net

En pourcentage du PIB, 2009



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037564>



Extrait de :
OECD Factbook 2014
Economic, Environmental and Social Statistics

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/factbook-2014-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Dépenses sociales », dans *OECD Factbook 2014 : Economic, Environmental and Social Statistics*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/factbook-2014-90-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.